

L'ARC en ciel

n°11
Février 2024

Journal CGT des ESI de

Lille,
Amiens,
Rouen et
Caen



Centres Informatiques En Lutte pour ne pas subir, pour proposer, pour gagner tous ensemble !

L'importante mobilisation des agriculteurs et agricultrices fait émerger et révèle des vrais problèmes mais pas toujours de bonnes solutions. Ce n'est pas la levée des contraintes administratives, sociales, fiscales et environnementales qui résoudront les problématiques de l'agriculture et principalement ceux des petits paysans.

Cette colère fait écho à l'exaspération de l'ensemble du monde du travail face à un gouvernement qui fait le choix de sacrifier le travail et sa reconnaissance. Cela se traduit par des salaires dévalorisés, des conditions de travail dégradées, une augmentation des inégalités, de la précarité et de la pauvreté, qui ne permettent pas de vivre décemment, ni de se nourrir ou de se soigner correctement.

Les choix du gouvernement sont contraires à l'intérêt général. Il joue la démagogie tout en laissant les puissants lobbyistes de l'agrobusiness imposer leurs prétentions dans l'ensemble de la filière alimentaire. Malgré un affichage de soutien, les gouvernements n'ont cessé de répondre au plus gros d'entre eux par des politiques publiques et des aides publiques nationales et européennes.

Les problématiques agricoles sont du domaine public et de la responsabilité des pouvoirs publics. Les conséquences des politiques ultra-libérales, des accords internationaux de libre-échange, de la politique agricole commune au niveau européen, du marché mondialisé, broient les humains et la planète.

La colère est juste et les causes exprimées légitimes ! Les travailleurs et travailleuses du monde agricole souffrent d'un manque de reconnaissance, de bas salaires. La CGT réaffirme que ce sont d'autres politiques sociales, économiques et environnementales qui doivent être construites. C'est tout le système de l'alimentation qu'il faut repenser ! Partir de l'exploitation jusqu'au consommateur en passant par l'agroalimentaire, la grande distribution mais aussi l'acheminement des produits alimentaires, toute la chaîne doit être revue. Il faut ainsi favoriser les circuits courts, et mieux contrôler les importations.

Édito

Pour la CGT, il est essentiel de remettre au centre du débat la question d'une production respectueuse de la santé des travailleuses et des travailleurs et des consommateurs, ainsi que de la planète. Une agriculture productive et écologique, respectueuse de l'environnement et de la santé, doit être basée sur l'humain plutôt que sur la finance.

La transition vers ces productions ne peut se faire sans les agriculteurs et leurs salariés. Leur assurer un revenu décent, exploitants comme salariés, via d'autres politiques publiques nationales et européennes et l'encadrement des marges des géants de l'agroalimentaire, est la condition de base à l'indispensable changement de modèle de production.

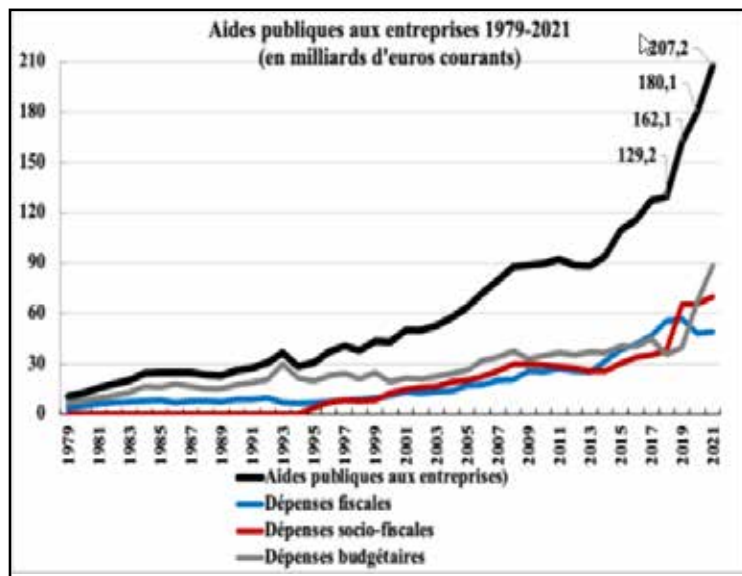


La nouvelle de la semaine

Contrairement aux médias de masse, nous n'allons pas revenir sur le micro événement du micro remaniement ministériel mais sur une annonce bien plus pertinente. Les sociétés du CAC 40 annoncent distribuer 97 milliards d'euros de dividendes en 2023 ! Dans le même temps, la pauvreté a largement progressé ces trois dernières années, avec une smicardisation du salariat (la part de salariés au SMIC augmente de 10% en 2017 à 17,3% en 2023), une inflation à deux chiffres sur l'alimentaire et une baisse de l'impôt sur les sociétés !

À la lecture du graphique suivant, on se pose une question : quelle part de ces aides va directement des poches de l'État dans la poche des actionnaires ?

Pour la CGT, il y a urgence à procéder à une évaluation de l'impact de ces aides aux entreprises, de les soumettre à conditions (création d'emplois de qualité...) et de faire un tri urgent dans cet argent magique qui est déversé



sans aucun contrôle. L'ensemble de ces aides représente le premier budget de l'État pendant que l'hôpital public s'effondre.

Macron ment !

Le 16 janvier, Emmanuel Macron s'est livré à un long plaidoyer en faveur de sa politique libérale. Quelle ne fut pas la colère des agents des finances publiques et de la CGT Finances Publiques de l'entendre pérorer qu'il avait réimplanté des trésoreries sur le terrain. Soit le président a fait preuve de mauvaise foi, soit son ignorance sur le sujet aurait dû l'encourager au silence.



Après la mise en œuvre du nouveau réseau de proximité, en plus de la suppression de toutes les trésoreries mixtes, toutes les trésoreries spécialisées ont été démantelées pour être regroupées dans les

Services de Gestion Comptable en nombre bien plus limité (environ 500) avec un rôle uniquement comptable, et une centaine de trésoreries hospitalières.

Ainsi notre réseau de proximité est attaqué de toutes parts par Emmanuel Macron et son gouvernement, en le remplaçant par les établissements ou maisons France services : des points d'accueil multi-services publics *low cost*, incapables de répondre pleinement aux demandes et aux besoins des usagers et à la charge partiellement des collectivités.

La vérité, c'est qu'Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs organisent le désengagement de l'État en matière de services publics de proximité. Mais cela, le président s'est bien gardé de le claironner !

Deux poids deux mesures

“Est-ce que les agriculteurs ont le droit de revendiquer ? Est-ce qu'ils souffrent ? Oui, ils souffrent et ils ont le droit de revendiquer. Est-ce qu'on doit les laisser faire sans envoyer les CRS ? Oui. Je les laisse faire”, a assumé Gérald Darmanin.

Sophie Binet (secrétaire générale de la CGT) a appelé Gérald Darmanin à être cohérent, et à cesser ce deux poids, deux mesures. Elle lui a demandé de mettre immédiatement fin aux poursuites qui visent 1000 militants et militantes CGT,

poursuivis pour s'être mobilisés contre la réforme des retraites. Comme les agriculteurs, les actions étaient non-violentes.

Voici quelques raisons pour lesquelles des militants de la CGT sont poursuivis : *“feu de palettes sur la voie publique”, “déroulé de papier toilette sur un bâtiment”*. Cela ne mérite sûrement pas d'être poursuivi devant les tribunaux.

La prochaine fois, on manifestera avec des tracteurs !



Actu DGFiP

C'est Jérôme !

Qui se fait allumer par Médiapart pour avoir aidé son ministre Darmanin à "truander" les impôts et l'URSSAF à l'occasion du non moins rocambolesque transfert de Neymar au PSG ? C'est Jérôme !

On parle quand même de dizaines de millions d'euros de droits éludés grâce à la manœuvre. C'est bien le même Jérôme qui nous présentait ses vœux depuis Toulouse et proposait, aux agentes et aux agents des finances publiques, 46 centimes bruts d'augmentation ACF par jour...

Et le voilà promu en récompense de ses bons sévices !

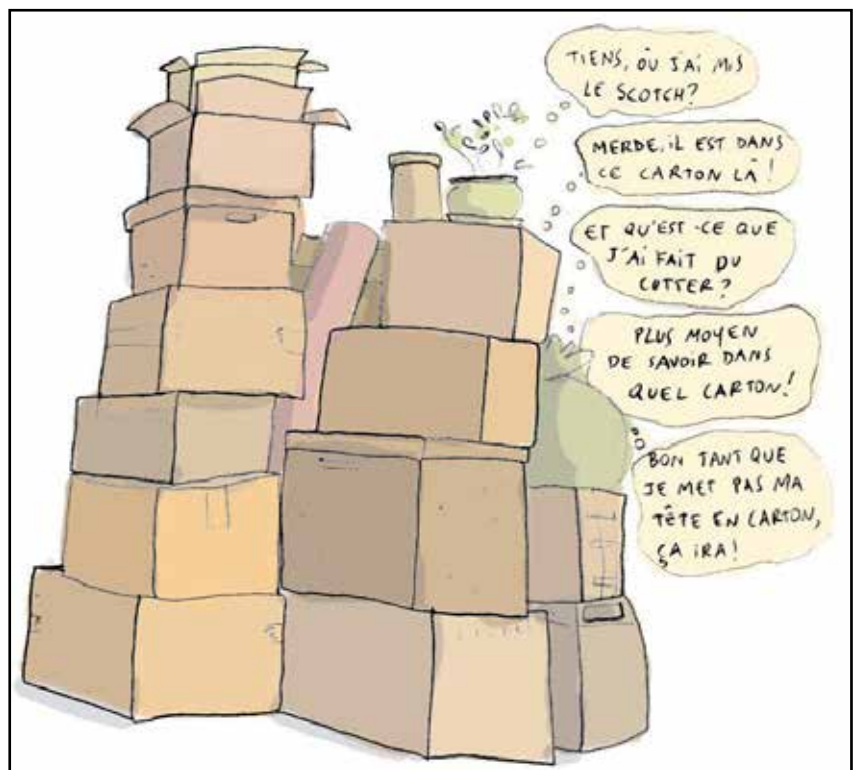


Actu DiSI

Au mois de mai 2024, les agents de l'ESI d'Amiens, sites Fief et Vidame, devraient rejoindre la nouvelle cité administrative d'Amiens dans le quartier de la gare.

En novembre 2023, les organisations syndicales avaient rencontré les responsables de la préfecture en charge du dossier. La délégation CGT avait posé de nombreuses questions, laissées sans réponse, sur la restauration, les parkings auto-vélo-moto, l'organisation de l'accueil, l'accès sécurisé aux bâtiments, l'accès aux espaces partagés, les locaux syndicaux, la mise en place d'un comité de site, etc. La préfecture avait pris l'engagement de faire une réponse écrite.

À la date d'aujourd'hui, on attend toujours. Mais à part ça, tout va bien !



Entretien pro... Il est urgent de boycotter !

La rémunération au mérite est en approche ! Boycottons l'entretien professionnel pour marquer notre opposition à toute forme d'individualisation de la rémunération ! Le président Macron, Gabriel Attal et Stanislas Guerini l'ont annoncé dans leurs discours en janvier : un projet de réforme doit sortir prochainement destiné à rémunérer les fonctionnaires en fonction de leurs performances.

La CGT Finances Publiques réaffirme son opposition à toutes formes d'individualisation de la rémunération liée au mérite via l'évaluation professionnelle, ainsi qu'à tous éléments susceptibles de remettre en cause la linéarité des carrières.

BOYCOTT

Elle s'opposera et luttera avec l'ensemble des collègues pour que la rémunération au mérite ne s'applique pas à la DGFiP.

Appel à la grève féministe



Le 8 mars, on arrête tout, toutes et tous !

Le 8 mars, ce n'est ni la fête des mères, ni la fête des femmes, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Nous appelons à la grève féministe en solidarité avec nos sœurs du monde entier. Nous appelons à la grève féministe pour gagner l'égalité au travail et dans nos vies, pour garantir notre indépendance économique. Ensemble,

nous gagnerons ! Pour préparer la grève féministe du 8 mars, la CGT a organisé une journée d'étude le 8 février à Montreuil : enjeux de la grève féministe, présentation des résultats de l'enquête "mon travail le vaut bien" et ateliers pour préparer le 8 mars 2024.

Bravo

Pour leur réussite aux concours et pour leur promotion

Examen professionnel d'inspecteur

Alexis Duthois - Développement ESI Lille

Concours de contrôleur interne spécial

Cédric Demarcq - SIL ESI Lille

Olivier Trotte - CID 76

Sélection IDIV Expert

Abdelhak Radi - Développement ESI Caen

Sélection IDIV Encadrement

Michel Azélie - EA ESI Rouen

Liste d'aptitude Inspecteur des Finances Publiques

Benjamin Croquet - CID 59

Tableau d'avancement Agent Administratif Principal 1ère classe

Cédric Demarcq - SIL ESI Lille

Tableau d'avancement Agent technique principal 1ère classe

Nicolas Samier - Logistique ESI Amiens

Tableau d'avancement Contrôleur 1ère classe

Sylvain Cornu - Intex ESI Lille

Laurent Delcourte - CID 59

David Fablet - CID 14

Sandrine Vannelli - Développement ESI Caen

Tableau d'avancement Contrôleur Principal

Ludovic Boquelet - SIL ESI Rouen

Catherine Desfromont - AT Direction ESI Lille

Véronique Gorillot - AT Direction ESI Lille

Jean-Michel Kolski - CID 62

Jean-Claude Lamand - CID 62

Philippe Larroque - Exploitation ESI Rouen

Bertrand Le Berre - Développement ESI Caen

Dominique Louis - Développement ESI Rouen

Laurent Maillard - CID 80

Gerard Plessis - CID 14

Pascal Ponchelle - Intégration ESI Caen

Fabrice Prévost - Exploitation ESI Amiens

Philippe Westeel - CID 02